

Le développement de Mwenga passe par la Sominki

Le tronçon routier Mwenga-Kamituga en réhabilitation 6 morts au Kabo, mais à qui la faute ?

Du plomb dans l'aile, la Société minière et industrielle du Kivu (Sominki) veut et peut reprendre du poil de la bête. Bien que sa santé continue de défrayer les commentateurs de la presse kinolée et des milieux politiques du Zaïre.

La Sominki, dans ses secteurs de production de Lugushwa et Mobale de sa division-Est, peut encore compter sur l'or fin ou en lingot dont la teneur et la quantité ne sont pas décourageantes : 30 kg / mois. Mais aussi sur le capital humain (1948 travailleurs) dont elle se soucie du développement socio-économique aujourd'hui mieux qu'hier : réhabilitation de la route Kamituga-Mwenga (45 km), santé et nutrition des travailleurs et même de la population environnante, etc. Mais les difficultés de la Banque du Zaïre, en l'occurrence la pénurie des liquidités, pèsent énormément sur cette société privée qui, chaque année - et cela depuis plus de deux décennies - est en proie à la spoliation et exploitation clandestine de ses chantiers, nouveaux et filons en dépit de l'action (aujourd'hui inefficace) de la Brigade minière.

Les orpailleurs tout clandestinement et avec quiétude exploitent au Kabo (six mètres début août 93), à la carrière de Chanda (15 galeries), au D3 et G22, sur la petite Mobale, entre Luliba et l'usine, aux filons 20 et Kalingi, Misagi, Matende II ainsi que dans les rivières et d'autres installations d'exploitation à ciel ouvert de Lugushwa.

La Sominki est sans conteste l'une de ces unités de production sur laquelle la société civile du Sud-Kivu et du Maniema a, au cours des travaux de la CNS tiré des boulets rouges. Hier vache à lait, la Sominki plonge depuis quelques années dans la difficulté de répondre à un impératif : modernisation de son outil de production. Sa situation n'est donc pas brillante. Décourageante non plus. Après avoir été pointée de plusieurs doigts accusateurs au sujet de son insouciance vis-à-vis de la misère sociale de ses travailleurs et du comportement raciste et trop capitaliste de certains de ses cadres expatriés, la Sominki longtemps connue comme la locomotive de développement de l'ex-province du Kivu bat de l'aile.

Elle refuse de mourir sans avoir posé ses derniers actes sociaux au bénéfice de tous ceux qui l'ont vu naître et croître. En trois phases (Kamituga-Mwenga, Mwenga-Kadubo et Kamituga-Kitutu) elle veut réhabiliter un long tronçon de la nationale 2 (100 km) par des travaux de grande envergure, en collaboration avec l'Office des routes, les confessions religieuses (catholique, CBK, GTER, CELZA, FEPAZA et CEK), les opérateurs économiques et sociaux de la zone rurale de Mwenga, zone qu'elle exploite (MGL) depuis plus de 60 ans.

Objectif : désenclaver Mwenga

Plusieurs fois mise au banc des accusés par les autochtones, les ONG locales (PIL, SIDEM...) et les politiciens au cours de toutes échéances électorales, la Sominki n'est pas restée le dos au mur. En effet, ses capacités d'interventions dans le domaine social se sont amoindries, compte tenu de la conjoncture politique et de la crise économique particulièrement difficile qu'a traversée et qui continue à secouer le Zaïre. Au point où d'aucuns croient que la seule question vraiment significative qu'il importe de se poser sur la vie et l'avenir de cette société demeure celle de savoir si elle est ou non au service de la nation. Ou encore, quel impact aurait sa disparition sur la vie de la

population de ses trois zones d'exploitation qui ne cesse d'attendre d'elle, écoles, hôpitaux, électricité, routes et divers moyens de transport et télécommunications modernes.

L'actuel état (piteux) des choses dans les mines souterraines (où nous sommes descendus pour une enquête), bureaux, dispensaires, cantines, quartiers résidentiels des cadres et cités ouvrières peut recevoir plusieurs explications. Car désenclaver la zone de Mwenga est une des préoccupations toutes prioritaires de la Sominki. Mais il n'en demeure pas moins vrai que la route Mwenga-Kamituga est un tronçon de la nationale 2 qui attend du gouvernement zaïrois depuis trente ans déjà des travaux de génie civil !

Avec 80 cantonniers engagés, payés (30.000.000 Z/mois) et nourris (deux fois par jour) à 80 p.c. par la Sominki ; la route en réhabilitation n'est plus loin de sa praticabilité. Les bourniers de Kishimu (5 mètres de profondeur), Bilemba, Kakulu, Mungombe, Kibanda, Munjele et Mwenwanda sont travaillés par plusieurs procédés. Mise sur la route de matelas de pierres et cailloux, pétrage et remblayage des roches et fosses, minages de grosses pierres et abattage du gros bois. Un reprofilage dont les résultats positifs ont été atteints dans cette zone "tropicale" grâce à l'élargissement de la route et le déboisement. D'autant plus que dans la zone agro-forestière de Mwenga, il est légendairement admis que le soleil est le meilleur cantonnier, tant on sait que la pluie déborde sa saison météorologiquement convenue. Il pleut irrégulièrement toute l'année, près de dix mois sur douze.

C'est ce qui explique la consommation d'énormes quantités de carburant et lubrifiant livrées à l'Office des routes par la Sominki et la Région (1000 litres dont 700 détournés) pour la réalisation de ces travaux : des fûts d'huile hydraulique (500 \$ US l'unité), d'huile de frein et moteur, du mazout et de l'essence pour les chargeuses, bennes et autres engins et véhicules de la Sominki et de l'OR.

L'intervention de la Sominki, il faut le préciser, ne se limite pas là : des sacs de haricots, manioc, poissons, riz et sels sont distribués aux cantonniers et à leurs encadreurs techniques, membres de la commission "Route". Mais également la Société minière et industrielle du Kivu leur assure les soins médicaux ambulatoires et répond tant soit peu à plusieurs de leurs charges sociales.

L'on ne peut pas décourager les courageux. D'autres bonnes volontés se sont associées à la Sominki pour la réussite de ce défi lancé aux trafiquants de la route, aux exploitants de sol et sous-sol de la zone de Mwenga dans le cadre de son vrai développement. Les opérateurs économiques regroupés au sein de leur association Aneza, centre de négoce de Kamituga, ont versé les 3/4 de leur contribution qui s'élèvent à 11 milliards de zaïres. M. Ndume Mutanya Leki, son président à Kamituga affirme que les membres de cette association peuvent donner davantage s'ils n'étaient pas quotidiennement victimes des tracasseries de la part de l'autorité militaire et politico-administrative. La route est là, carrossable. Les bourniers en voie de disparition. Pour M. Tongo Ekutu, conducteur des travaux et membre de la commission technique Route, le début

des travaux a été rassurant pour la population et la fin justifiera les moyens. Quand bien même la Sominki a tout mis à la disposition des cantonniers, l'on observe au fil des jours des cas de désertion. Famine ou rémunération insuffisante ? Qu'importe. Il appartient aux responsables des partis politiques et ONG, à l'autorité coutumière et aux intellectuels du coin de faire comprendre aux leurs que le pays a aujourd'hui plus qu'aux années '60 besoin de routes que d'aéroports. Qu'une route tracée ou réaménagée profite même aux piétons, cultivateurs et orpailleurs d'une manière ou d'une autre. Elle est l'affaire de tout le monde car la Sominki passera mais de son vivant elle mérite d'être épaulée dans ses actions de développement ; du moins lorsqu'elle en initie.

Un service médical de référence

Un hôpital malade de sa gestion, des médecins sans médicaments, voilà une série de critiques tout à fait destructives émises par ceux qui n'ont jamais palpé du doigt les services médicaux de la Sominki. De l'intox. Car la seule division Est compte un grand hôpital à Kamituga avec une maternité bien équipée : 49 lits, un sanatorium, une dizaine de pavillons pour les salles d'isolement et pédiatrique, médecine interne pour hommes et femmes, chirurgie et bloc opératoire, urgence, pharmacie et dépôt pharmaceutique tenu par une sœur religieuse xavérienne, un service radiologique, des dispensaires pour agents, un laboratoire médical et une clinique. 70 % des recettes locales (l'hôpital est ouvert à tout le monde) sont destinées à l'achat des médicaments dont le grand lot est commandé de la Belgique, l'Italie et l'Afrique du Sud par la direction générale.

En dehors de ce géant hospitalier de Kamituga, Sominki a deux grands centres de santé à Lugushwa (avec trois dispensaires à Kilunga, Mabondo et Simali) et d'Obaye, une dizaine d'autres dispensaires dont les plus importants sont situés à Kele, Mobale et Bukavu. L'on peut admirer la rapidité avec laquelle a été enrayée, par exemple, l'épidémie de la shigellose ou dysenterie bacillaire des mois de mai-juin derniers qui allait décimer des milliers d'habitants de la zone de Mwenga. Plus de 300 vies humaines sauvées in extremis !

En moyenne 2020 accouchements sont enregistrés à la maternité de Kamituga chaque année pour une moyenne mensuelle de 170 cas. 200 enfants et adultes atteints de kwashiorkor sont soignés et gratuitement nourris au Centre nutritionnel de la Sominki. Des cas de malnutrition dont les causes sont connues : habillage et coiffures de prestige des chercheurs d'or et abandon des enfants durant des journées entières par les mamans orpailleuses communément appelées "touangeuses", pour leur endurance dans le broyage des quartz aurifère 24 heures sur 24.

Les tuberculeux sont aussi bien traités (gratuitement nourris par les sœurs xavériennes et la Sominki) et guérissent au sanatorium ou lazaret de Kamituga : 151 cas en 1992 et 117 en juillet 93 dont 1/3 sont des travailleurs. Taux de mortalité à la tuberculose : 10 à 15 morts par an. Quoi qu'il en soit - pense M. Rex Monte Mupepele, directeur de la division Est - les soins médicaux dispensés ne sont pas parfaits car il y a lieu de faire mieux. Dans la zone de Mwenga cependant, aucun hôpital ou centre de

santé ne peut prétendre mieux consulter ou soigner les malades que la Sominki.

Quartiers résidentiels des cadres et cités des travailleurs, cantines et cliniques médicales étaient florissants il y a quelques années. Mais aujourd'hui les soins sont dimensionnés par rapport aux moyens disponibles. L'on ne saurait prétendre avoir gardé à la Sominki les mêmes quantités et variétés des médicaments ou des vivres. Tout a subi une certaine restriction. Les découpes ont été subies par tous les services internes (usine, souterrain, laboratoire, garage...) mais l'hôpital avec ses deux médecins garde encore aujourd'hui une structure répondant aux normes médicales modernes. Les docteurs Arsène Ndeturuye Bwandu et Manzala se battent nuit et jour (avec la sœur Gemma, cogestionnaire de l'hôpital et responsable du dépôt pharmaceutique) pour la santé de la population de toute la zone de Mwenga, bien que les soins administrés continuent de subir la pression économique nationale. La crise s'étant installée ; toutes les dépenses dans les différents services ont été adaptées à la taille de la société dans sa crise actuelle qui ne lui est pas particulière au Zaïre.

Aussi ses responsables s'étonnent-ils de la facilité avec laquelle ses détracteurs s'attaquent à un bienfaiteur sans concurrent jusqu'à lui préférer le néant ! Bien que sa capacité d'hospitalisation est réduite la Sominki avec le concours des prêtres, sœurs religieuses et l'autorité régionale ou de la zone menaça jusqu'au bout ses actions de lutte contre divers fléaux qui menacent sa zone d'exploitation. N'en déplaise aux diffamateurs et aux cancaniers.

Le moins que l'on puisse demander aux ONG et partis politiques "de libération du peuple" est de donner un coup de main (distribution de vivres, médicaments ou literies) ou proposer quelque chose de concret là où la Sominki est en position carentielle. L'heure a sonné où il faut substituer les déclarations de haine, de jalousie et mensongères à des critiques constructives et des projets de développement ruraux, plus pragmatiques au lieu de se limiter à la bureaucratie urbaine après l'obtention des financements. Pourtant libérés par les occidentaux pour cette population ciblée par les organisations philanthropiques internationales.

Ceux qui émettent des critiques sévères et apocalyptiques contre les autres, sont-ils informés que la zone agro-forestière de Mwenga pourrait dans quelques mois, battre le record national d'analphabétisme et présenter un taux de malnutrition légèrement plus élevé qu'à Walungu et Kabare ? Faut-il combattre ceux qui osent renverser la situation en mettant en place des mécanismes, piètres soient-ils, qui font éviter le pire ?

La Brigade minière, au service de qui ?

Pendant ce temps l'exploitation clandestine de l'or, du coltant et de la cassitérite bat son plein sur les concessions Sominki. Ces minerais font courir tout le monde à Kamituga : jeunes filles et garçons âgés de 10 à 25 ans, jeunes et vieilles femmes, mariés et célibataires, gendarmes et élèves, serviteurs de Dieu et même les travailleurs et agents de la Sominki, tous grades confondus. La Brigade minière et le Groupe privé de sécurité (GPS) sont des deux pieds dans la danse ! Au

vu et au su des éléments de la BM sont violés une centaine de sites, rivières et filons en état d'exploitation ou de réserves de la société.

Les filons 12 et 13 de Kabuzimire (Kabo en abrégé), les filons 16, 18 et 20 sont la nuit comme le jour exploités par des clandestins. Ces derniers sont tenus à présenter hebdomadairement un "rapport" à M. Paulin ou au gendarme le plus gradé de la Brigade minière : deux tollas d'or par chacun des 60 P.D.G. Ces derniers sont en fait des responsables des galeries ou chantiers aurifères. Ils embauchent dans leurs puits, souvent inclinés, hommes, femmes et enfants de tout âge, creusent, minent les roches détruisent les "races" des collines du Kabo et créent des rivières artificielles par le détournement des conduites forcées d'eau de la Sominki. Déo Walubila, Kamiki, Shalukoma, Kyanga, Mutiki Jambo, Fizes, Wabenga, José et Simon, voilà les grands PDG qui engagent dans leurs "entreprises" des clandestins au service de la Brigade minière !

Conséquence ? Arrêt des travaux à l'usine et en sous-terrain à la suite des affluents artificiels qui alimentent en eau trouble les compresseurs après avoir bouché leurs filtres de refroidissement. Ce qui empêche naturellement tout travail de foration dans la mine par manque d'air, entraînant ainsi la diminution de la production dans les proportions inquiétantes de plus ou moins 15 % soit 4 à 6 kg d'or de perte sur les 24 à 30 kg estimés chaque mois.

La méthode de lutte contre l'action des exploitants-trafiquants clandestins consiste ni plus ni moins au minage des entrées, à la fermeture des trous creusés par des murs et dalles en béton. Et enfin, à la construction des nombreuses guérites où sentinelles du GPS et gardes de la BM sont censés obligés de refouler et de mettre la main sur les chercheurs d'or. Dommage !

Au niveau de la mine, travailleurs de la Sominki et exploitants clandestins Ninja se confondent : ils partagent la production avec la Sominki, font écrouler les roches de soutènement et provoquent des glissements des couches minérales supérieures du filon de la mine ! Les filoniens travaillent 4 heures pour la société et 4 heures au compte personnel sur les 8 heures de service journalier prévues. De là à la baisse du rendement, il n'y a qu'un pouce.

Les Ninja eux, peuvent passer jusqu'à deux mois dans la mine Sominki où ils exploitent selon leurs propres termes "la terre de leurs ancêtres". L'exploitation clandestine dans la concession Sominki est selon eux, un signe de la démocratie. Il n'en est rien de vrai. Cette exploitation prétendue "démocratique" des Ninja a débuté à Kamituga vers les années 1978, douze ans avant l'avènement de la démocratie pluripartite au Zaïre. Près de 150 trafiquants d'or sont morts, ensevelis, asphyxiés ou silicosés. Derniers en date, les six morts étouffés au Kabo : Muryololo Matata alias Zorro, Kangendo Pierre, Koba, Célestin Kamenge, Lambert Wamuzombo et Manu Kabiona.

S'il est des coins du pays où la libéralisation de l'exploitation artisanale des matières précieuses a fait des victimes, Kamituga peut occuper la bonne place : jeunesse non scolarisée et prête à piller les biens de l'Etat ou des sociétés privées, naissance d'une génération des chômeurs de luxe, cas rares diplômés d'Etat plus aptes dans la consommation des produits agricoles et de l'alcool que dans la culture des champs ou de l'élevage. Des jeunes zaïrois marqués par le goût immodéré du gain ! Tout ou presque, incombe à l'Etat et la politique générale du pays, pense l'ingénieur Kashinde Bin Bushiri, le patron de la production d'or de la société. D'autant que l'enrôlement de cette jeunesse désœuvrée dans l'armée nationale rendrait plus de bien que de peine à la nation.

(A suivre)

Imata Raphaël Döwen